

SQL et rapport de la vérificatrice générale

Le gouvernement favorise ses collecteurs de fonds au détriment de l'expertise, condamne le SPGQ

Québec, le 23 novembre 2017 – Pendant que perdure l'impasse de la négociation visant le renouvellement de la convention collective des professionnels de la Société québécoise des infrastructures (SQI) membres du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), le gouvernement préfère engraisser les collecteurs de fonds du PLQ au détriment de l'expertise de l'État, selon ce que révèle aujourd'hui le rapport de la vérificatrice générale.

« Nous trouvons inacceptable que le gouvernement favorise ses amis, tandis que les professionnels de la SQI membres du SPGQ dénoncent l'impuissance de l'employeur à régler les aspects financiers, les écarts salariaux qui ne cessent de se creuser et la perte de pouvoir d'achat dont ils sont victimes depuis plusieurs décennies », indique Richard Perron, président du SPGQ.

Pendant que l'incompétence semble guider les choix immobiliers du gouvernement, les professionnels de la SQI expriment haut et fort leur refus de se plier aux demandes du gouvernement qui ne semble pas saisir l'importance de pouvoir compter sur une expertise compétente et indépendante. Par exemple, un chargé de projet à la SQI se verra imposer un écart de salaire variant de 27 000 \$ par an à 39 000 \$ par an, et ce, comparativement à ses pairs du secteur municipal ou des autres provinces canadiennes.

Comme le souligne le Conseil du trésor, préserver l'expertise de la fonction publique en misant sur les ressources internes est un enjeu capital pour l'accomplissement des missions publiques de l'État. De son côté, le rapport de la commission Charbonneau recommande de valoriser l'expertise du personnel professionnel du gouvernement. À cette fin, offrir des salaires compétitifs est essentiel. Pourtant, au lieu de combler l'écart de rémunération entre son personnel professionnel et celui d'autres administrations, le gouvernement s'entête à le creuser davantage.

« Avec d'importants surplus budgétaires dans les coffres de l'État, le SPGQ exhorte le gouvernement à réinvestir sans tarder dans les conditions de travail de ses expertes et experts de la SQI, et non pas au bénéfice de ses collecteurs de fonds. Le gouvernement pourra ainsi combler l'important écart de rémunération globale qu'ils subissent par rapport aux autres professionnels du secteur public », conclut le président du SPGQ.

À propos du SPGQ

Le SPGQ est le plus grand syndicat de personnel professionnel du Québec. Créé en 1968, il représente environ 24 400 experts, dont près de 17 130 dans la fonction publique, 4 660 à Revenu Québec et 2 610 en santé, en enseignement supérieur et dans les sociétés d'État.

— 30 —

Source

Philippe Desjardins
Conseiller à l'information
Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec
581 995-0762 pdesjardins@spgq.qc.ca

Suivre le SPGQ

Web : www.spgq.qc.ca
Twitter : @spgq
Facebook : www.facebook.com/lespgq